PRÉSENT À PRETORIA POUR LE SOMMET DE L'UA

Omar El-Bechir interdit de quitter l'Afrique du Sud par un tribunal

La Cour pénale internationale (CPI) a demandé dimanche à l'Afrique du Sud d'arrêter le Président soudanais Omar El-Béchir, qui participe au sommet de l'Union africaine à Johannesburg, et un tribunal de Pretoria a enjoint les autorités à ne pas le laisser quitter le pays tant que la justice n'aura pas statué sur son sort.

Comme si de rien n'était, M. El-Béchir, poursuivi pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, a cependant pris place en début d'après-midi au premier rang des chefs d'Etat pour la photo de groupe, non loin du Président sud-africain Jacob Zuma, hôte du sommet.

Le jugement émis par le tribunal, saisi par une ONG, stipule que les autorités sud-africaines «doivent empêcher le Président Omar El-Béchir de quitter le pays jusqu'à ce qu'une décision soit rendue par cette cour».

L'affaire devait être examinée en urgence hier après-midi.

Deux mandats ont été lancés par la CPI contre M. El-Béchir, en 2009 et 2010, en relation avec le Darfour, région de l'ouest en proie aux violences depuis 2003. Plus de 300 000 personnes sont mortes dans ce conflit selon l'ONU. Dans une décision rendue publique dimanche, la CPI indique avoir rappelé le 28 mai à l'Afrique du Sud son obligation statutaire, en tant qu'Etat membre de la Cour, d'arrêter et de lui remettre El-Béchir si celui-ci se rendait sur son territoire.

Selon le document, l'ambassadeur d'Afrique du Sud aux Pays-Bas a rétorqué vendredi à la CPI, qui siège à La Haye, que son pays se trouvait face à des «obligations concurrentes» et que la loi «manquait de clarté».

Pour la CPI cependant, «il n'existe aucune ambiguïté ou incertitude quant à l'obligation incombant à la République d'Afrique du Sud d'arrêter et de remettre immédiatement Omar El-Béchir à la Cour».

Dans l'après-midi, le gouvernement soudanais a assuré que la visite du Président Omar El-Béchir en Afrique du Sud se déroulait «normalement» et qu'il rentrerait à Khartoum après le sommet de l'Union africaine.

«Il est difficile de donner les détails de l'emploi du temps de M. Béchir, mais il rentrera une fois terminée la principale session (du sommet, ndlr). Cela pourrait être aujourd'hui ou demain, je ne rentrerai pas dans les détails», a précisé le ministre des Affaires étrangères Kamal Ismaïl.

«Jusqu'ici tout se déroule normalement et Son Excellence le Président ne court aucun risque, a-t-il insisté lors d'une conférence de presse. Le Président El-Béchir, 71 ans, au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1989 et réélu en avril avec 94% des voix pour un nouveau mandat de cinq ans, a depuis 2009 considérablement limité ses déplacements à l'étranger, privilégiant les pays n'ayant pas rejoint la CPI.

Par ailleurs, le sommet de l'UA devrait être dominé par la crise au Burundi et la question des migrants. Les autres dossiers chauds du continent étant les mouvements islamistes armés qui menacent les Etats depuis l'ouest du Sahara jusqu'au Kenya, et la guerre civile au Soudan du Sud.

Samedi, la présidente de la Commission de l'Union africaine (UA) Nkosazana Dlamini-Zuma a exhorté les parties en conflit au Burundi à renouer le dialogue pour mettre fin à la crise qui secoue le pays depuis la fin avril.

«Nous voudrions encourager toutes les parties à s'engager dans un dialogue constructif, où l'intérêt du pays et de ses habitants, le bien-être et la vie des gens, la stabilité et la paix sont placés au-dessus de tout le reste», a-t-elle déclaré.

A l'approche des législatives du 29 juin et de la présidentielle du 15 juillet, le Burundi reste sous haute tension, après un mois et demi de contestation née de la candidature du Président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat après dix ans de pouvoir.

Le 26 avril, l'opposition, qui juge cette candidature anticonstitutionnelle, a lancé un large mouvement de contestation. Les troubles ont fait une quarantaine de morts et poussé plus de 100 000 Burundais à fuir vers les pays voisins. Le Président Pierre Nkurunziza ne devrait pas être présent au sommet de Johannesburg.

Les chefs d'Etat devaient entamer leurs travaux hier matin par une session à huis clos consacrée aux questions de l'immigration et de la xénophobie.

L'Afrique du Sud, hôte du sommet organisé dans le luxueux centre des affaires de Sandton à Johannesburg, s'est tristement illustrée en avril avec une nouvelle vague de violences xénophobes dirigées contre les ressortissants africains.

Au moins sept personnes ont été tuées, mettant dans l'embarras le pays de Nelson Mandela, qui se veut officiellement une terre d'accueil pour les réfugiés du monde entier.

A l'autre extrémité du continent, 1 800 personnes se sont noyées en Méditerranée depuis le début de l'année en tentant la traversée sur des embarcations surchargées, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

ÉGYPTE

Prison pour 23 personnes accusées du meurtre de chiites

Un tribunal égyptien a condamné à 14 ans de prison 23 personnes reconnues coupables d'avoir tué quatre musulmans chiites dans un village à l'extérieur du Caire.

Le 23 juin 2013, une maison où s'étaient réunis des chiites à Abou Moussallam, dans la province de Guizeh (ouest), avait été attaquée par une foule de plusieurs centaines de personnes opposées à la présence de membres de cette communauté. L'assaut avait fait quatre morts parmi les chiites.

Samedi, un tribunal de Guizeh a condamné à 14 ans de prison 23 personnes pour ces violences meurtrières, tandis que huit autres ont été acquittées, selon un responsable du tribunal.

Les chiites représentent moins de 1% de la population égyptienne, dans sa très grande majorité de confession musulmane sunnite.

Des prédicateurs islamistes égyptiens les prennent régulièrement pour cibles durant leurs prêches, les accusant d'être sous l'influence de l'Iran, où le chiisme est majoritaire.

UN GÉNÉRAL IRANIEN L'AFFIRME :

«Téhéran ne permettra pas l'accès à ses sites militaires»

L'Iran ne permettra pas à des inspecteurs étrangers d'accéder à ses sites militaires, même si c'est en contradiction avec une convention internationale que le gouvernement veut appliquer dans le cadre d'un accord sur le nucléaire, a déclaré dimanche le porte-parole de l'armée. «J'insiste, très certainement aucune autorisation ne sera donnée pour un accès quelconque des étrangers aux sites militaires, même si c'est en contradiction avec l'acceptation du protocole additionnel» au Traité de non-prolifération (TNP), a déclaré le général Massoud Jazayeri. Il était cité par sepahnews.com, le site d'information des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime islamique. Le protocole additionnel permet des inspections surprises des sites nucléaires mais aussi un accès réglementé des sites non nucléaires. Selon Téhéran, un tel accès est exceptionnel et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit en justifier la demande. Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a le dernier mot dans le dossier nucléaire, avait rejeté fin mai toute «inspection» des sites militaires.

M. Jazayeri avait déjà déclaré le 5 juin que «les forces armées iraniennes n'autoriseront aucune visite ou inspection des sites militaires (...) quelle que soit sa forme».

Le Président Hassan Rohani a défendu samedi l'application du protocole additionnel en affirmant que déjà «124 pays l'ont accepté».

«En appliquant le protocole additionnel, nous voulons prouver au monde que les accusations selon lesquelles l'Iran veut fabriquer l'arme atomique sont sans fondement», avait souligné M. Rohani. L'un des principaux négociateurs nucléaires iraniens, Abbas Araghchi, avait fait il y a quelques jours la distinction entre «inspection» et «accès» aux sites militaires, précisant que «ce qui est prévu dans le protocole additionnel est un accès réglementé des sites» non nucléaires.

La délégation iranienne et celles des pays du groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France et Allemagne) sont actuellement réunies à Vienne pour tenter de faire progresser les négociations.

L'objectif est d'aboutir d'ici au 30 juin à un accord final sur le programme nucléaire de Téhéran, qui doit garantir le caractère strictement pacifique de ce programme, en échange d'une levée complète des sanctions internationales pesant sur l'Iran.

TURQUIE

Erdogan inquiet de l'avancée des forces kurdes dans le nord de la Syrie

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé son inquiétude dimanche face à l'avancée des forces kurdes sur la ville syrienne de Tal Abyad, tenue par les djihadistes de l'Etat islamique (EI), jugeant qu'ils pourraient constituer une menace à venir pour la Turquie.

Face à l'exode de milliers de réfugiés fuyant les combats, la Turquie a fermé sa frontière et repousse désormais les Syriens qui cherchent à la franchir.

Le Président turc a accusé les combattants kurdes de prendre pour cibles les populations arabes et turkmènes, confirmant que son pays avait accueilli environ 15 000 d'entre eux la semaine dernière avant de fermer sa frontière.

«Ce n'est pas bon signe», a déclaré M. Erdogan à des journalistes de la presse turque dans l'avion présidentiel qui le ramenait d'Azerbaïdjan. «Cela pourrait conduire à la création d'une structure qui menace nos frontières», a-t-il ajouté, ajoutant que «chacun doit prendre en compte nos sensibilités sur ce sujet».

Soutenues par des factions rebelles syriennes et les frappes de la coalition internationale antidjihadistes, les Unités de protection du peuple kurde (YPG) ont progressé dans leur offensive sur Tal Abyad, localité que l'EI utilise pour le passage de ses combattants. Elle est située dans la province de Raqa, le bastion du groupe extrémiste sunnite en Syrie.

Samedi soir, les YPG se trouvaient à environ 5 km au sud-est de la ville, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

La Turquie, qui a rompu avec le régime syrien du Président Bachar Al-Assad, est le principal pays d'asile des réfugiés syriens qui fuient la guerre civile. Elle en accueille aujourd'hui officiellement plus de 1,8 million.

Le Président Erdogan a à plusieurs reprises exprimé sa préoccupation face au soutien occidental aux forces kurdes de Syrie, disant craindre une domination des rebelles kurdes du PKK sur le nord de la Syrie.

Le PKK, dont le chef historique, Abdullah Öcalan, purge une peine de prison à perpétuité, a lancé en 1984 une insurrection armée séparatiste qui a fait quelque 40 000 morts en Turquie.

En mars 2013, le PKK a décrété un cessez-le-feu unilatéral et son chef Abdullah Öcalan a demandé à ses troupes de déposer les armes. Son mouvement ne réclame plus l'indépendance, mais une large autonomie pour les 15 millions de Kurdes de Turquie (20% de la population).